

DES BANLIEUES AU GHETTO

La métaphore territoriale comme principe de division du monde social

Philippe Hambye

Presses univ. de Rennes | *Cahiers de sociolinguistique*

2008/1 - n° 13

pages 31 à 48

ISSN

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-de-sociolinguistique-2008-1-page-31.htm>

Pour citer cet article :

Hambye Philippe, « Des banlieues au ghetto » La métaphore territoriale comme principe de division du monde social, *Cahiers de sociolinguistique*, 2008/1 n° 13, p. 31-48.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses univ. de Rennes.

© Presses univ. de Rennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Philippe HAMBYE
Chargé de recherches du F.R.S.-FNRS
Centre de recherche VALIBEL, Université catholique de Louvain
philippe.hambye@uclouvain.be

DES BANLIEUES AU GHETTO LA MÉTAPHORE TERRITORIALE COMME PRINCIPE DE DIVISION DU MONDE SOCIAL

□ INTRODUCTION¹

Dans cet article, nous proposons d'examiner les données d'une enquête sociolinguistique ethnographique² en milieu scolaire sous l'angle des rapports entre langage et espace urbain. Bien que les questions qui entourent ces rapports ne soient pas au centre des recherches que nous avons menées sur ce terrain, elles se sont rapidement imposées à nous pour différentes raisons.

Tout d'abord, l'école secondaire qui a constitué le lieu de notre enquête – et que nous appelons l'école Citadelle³ – ne pouvait être appréhendée comme espace de pratiques sociales et langagières sans tenir compte de sa situation dans l'espace urbain. Elle est en effet localisée en bordure du centre d'une ville de Wallonie (Belgique francophone), dans un quartier devenu populaire suite à l'exode des

¹ Cette contribution est le fruit d'une recherche effectuée dans le cadre d'un mandat du Fonds de la recherche scientifique – FNRS, et avec l'appui du programme “Régulation de l'hétérogénéité linguistique en contexte multiculturel” de l'Action de recherche concertée 04-09/319 financée par la Communauté française de Belgique. Nous remercions particulièrement Monica Heller et Jean-Louis Siroux, ainsi que Lindsay Bell, Claudine Moïse et Mireille McLaughlin pour leurs remarques critiques sur une version précédente de cet article.

² L'enquête dont il est question a consisté en un travail d'observation ethnographique étalé sur deux années. Les données de cette enquête sont constituées par des notes de terrains et par des entretiens semi-dirigés effectués avec une trentaine d'élèves âgés de 13 à 20 ans.

³ Le nom de l'école, tous les noms de lieux ainsi que les prénoms des élèves ont été remplacés par des noms fictifs afin de préserver l'anonymat des personnes concernées par l'enquête.

familles aisées dans la périphérie urbaine, et à proximité directe de plusieurs quartiers défavorisés où vivent en majorité des personnes issues des classes populaires et de l'immigration. D'après le discours de la direction de l'école, cette dernière a connu à peu près la même évolution que le quartier où elle est implantée : elle était autrefois une des écoles d'élite de la ville, mais suite aux transformations urbaines, sa population s'est peu à peu diversifiée, et cette hétérogénéité l'a rendue infréquentable aux yeux des familles qui souhaitaient envoyer leurs enfants dans les « meilleures » écoles de la ville. De ce fait, l'école a fini par ne plus accueillir que des enfants d'origine populaire, y compris ceux des quartiers avoisinants. En ce sens, cette école a fini par occuper une position particulière sur le « quasi-marché » scolaire de la Belgique francophone qui se caractérise par une grande concurrence entre établissements scolaires pour recruter des élèves et maintenir ainsi leurs moyens de fonctionnement (v. Dauphin et Verhoeven, 2002 ; Vandenberghe, 2000). Cette situation conduit certaines écoles, comme l'école Citadelle, à se « spécialiser » dans l'accueil d'élèves qui ont échoué ou ont été exclus au sein d'autres établissements scolaires, afin de disposer d'un nombre suffisant d'élèves malgré la mauvaise réputation dont elles sont victimes.

En résumé, on peut dire que l'école Citadelle doit sa situation sur le « quasi-marché » scolaire, et dès lors le type de population qu'elle accueille, à la fois à sa *localisation* – le fait d'être physiquement proche de quartiers populaires – et à sa *position* dans l'espace – le fait d'être associée à une zone dévalorisée de l'espace urbain dans laquelle de nombreux parents ne souhaitent pas envoyer leurs enfants – pour reprendre la distinction proposée par Bourdieu (1993b : 250). De plus, dans l'imaginaire des acteurs sociaux, l'école confirme, à travers sa réputation négative, la dévalorisation associée à l'espace où elle se situe.

Cette situation qui est donc indissociablement sociale et spatiale a bien sûr un impact sur les pratiques langagières qui s'observent à l'école Citadelle. Une part importante des élèves issus des quartiers proches de l'école utilisent en effet des façons de parler que l'on peut associer aux diverses formes de « parlers jeunes » et plus précisément au français dit « des banlieues ». Les données de mon enquête conduisent de ce fait à examiner les rapports entre langage et espace pour cette autre raison : elles invitent à appréhender un objet qui, au sein des champs scientifique et médiatique, est pensé, dans son appellation même, en relation avec une catégorie socio-spatiale.

L'analyse développée dans les lignes qui suivent s'appuie essentiellement sur les réflexions suggérées par Bourdieu au sujet des relations entre « espace social » et « espace physique » et qui visent à critiquer « la pensée substantialiste des lieux » (Bourdieu, 1993b : 250). Pour ce faire, nous nous interrogeons dans un premier temps sur ce qui caractérise effectivement les banlieues au niveau linguistique et sur l'impact que cette forme d'urbanisation a sur les pratiques linguistiques des locuteurs qui y vivent. Ceci nous amène à mettre en question la pertinence de l'association entre un espace donné et une variété linguistique particulière. Nous examinons ensuite comment cette association participe néanmoins d'une représentation largement répandue des rapports entre langue et espace, qui tend à superposer les frontières territoriales, sociales et linguistiques.

Enfin, nous montrons que les discours qui se fondent sur cette représentation tendent à produire une vision particulière du monde social et de ses divisions, tout en ayant pour effet de naturaliser celles-ci par leur inscription dans l'espace physique.

❑ PARLERS JEUNES ET URBANITÉ

De nombreux travaux sur les « parlers jeunes » (*youth language*) ont montré à quel point ceux-ci étaient tributaires de l'urbanité en ce qu'elle induit un brassage de populations et de formes linguistiques, en ce qu'elle donne naissance à des cultures urbaines locales fondées sur l'association entre certains groupes sociaux et certains espaces urbains, et en ce qu'elle est le lieu de concentration et d'exploitation de certains moyens de diffusion des nouveaux usages linguistiques (e.a. Androutsopoulos et Scholz, 1998 ; Androutsopoulos et Georgakopoulou, 2003 ; Bulot, 2004 ; Caubet *et al.*, 2004 ; Ledegen, 2007 ; Trimaille, 2003).

Les « parlers jeunes » ne proviennent néanmoins pas de n'importe quel espace urbain : comme dans le cas des banlieues françaises, ils sont produits aux marges de la ville, dans les lieux où sont rassemblés les exclus de différentes catégories (économique, ethnonationale, raciale, etc.). Ces parlers sont dès lors souvent interprétés comme le reflet d'une culture propre aux membres de ces groupes urbains (v. la notion de « culture de la rue » chez Lepoutre, 2001) et comme l'expression de l'opposition entre ces groupes marginalisés et les divers représentants de la culture et des normes dominantes. C'est dans ce cadre interprétatif que l'on attribue à ces parlers des fonctions identitaires, cryptiques ou autres, liées à une vision selon laquelle ils sont le produit d'une certaine communauté de normes, de pratiques, de destins, se nouant dans les conditions de vie que partagent les groupes marginalisés de l'espace urbain.

Est-ce à dire que c'est une manière particulière d'habiter l'espace urbain qui crée les conditions d'émergence de façons de parler non standard comme celles que l'on associe au « français des banlieues » ? En d'autres termes, est-ce bien le fait qu'ils vivent dans la banlieue telle qu'elle se caractérise aujourd'hui qui explique pourquoi les jeunes de banlieue sont amenés à élaborer des façons de parler particulières ?

Les représentations du sens commun tendent précisément à laisser entendre que c'est effectivement la banlieue ou le quartier qui produisent un vernaculaire particulier. Il est en effet remarquable que la variété⁴ de français dont il est question (qui se distingue principalement des variétés urbaines non standard traditionnelles par des formes lexicales et des prononciations souvent empruntées aux langues de l'immigration ; v. Gadet, 2003a, 2003b) soit presque toujours désignée en référence à un lieu : que l'on parle du français des « banlieues », « des cités » (ou « técis ») ou encore « des quartiers », voire du « ghetto », c'est toujours le contact avec un espace urbain particulier qui est posé comme la caractéristique première de la variété de langue en question. Dans le même sens, les discours des élèves que j'ai interrogés mettent souvent l'accent sur l'opposition entre la façon

⁴ Voir ci-dessous p. 36 (*Aux sources de la congruence entre langue et territoire*) pour une problématisation de la logique qui consiste à délimiter des variétés de langue.

de parler qui est « normale » dans leur quartier ou à l'école et celle qu'ils entendent « en ville » (c'est-à-dire au centre-ville), là où leur langage est selon eux souvent perçu comme « impoli » et où les élèves sont « regardés bizarrement » quand ils parlent leur vernaculaire. Pour certains élèves, il est ainsi presque naturel de parler leur vernaculaire si l'on évolue dans leur quartier. Un élève qui nous avait parlé du fait que lui et ses amis ne parlaient pas un français « très très français » et à qui nous avons demandé d'où venait selon lui ce français particulier nous a donné la réponse suivante : « si quelqu'un il a l'habitude d'être dans la rue alors il va parler comme les gens de la rue avec un argot de rue et tout ».

Ces quelques indices (qui ne sont en rien isolés) montrent que tant les discours des habitants des quartiers populaires que ceux des personnes extérieures à ces espaces contribuent à la (re)production d'un imaginaire où les frontières spatiales se confondent avec des frontières linguistiques et sociales. En d'autres termes, la « rue » ou la « banlieue » sont bien des catégories socio-spatiales au sens où elles servent à la fois à délimiter un espace et à désigner un groupe social particulier dont les membres sont censés partager certains traits caractéristiques, notamment linguistiques.

Il est certes indéniable que les jeunes habitants des quartiers populaires constituent à bien des égards un groupe aux pratiques et aux normes relativement homogènes et que l'on est, dès lors, susceptible d'observer une forme de recouvrement entre les frontières linguistiques et les frontières spatiales des banlieues. Dans la mesure où le lieu et le type d'habitation qu'un individu occupe dépendent de son capital (économique, mais aussi culturel et social), l'on peut dire que l'espace physique retraduit en quelque sorte l'espace social (Bourdieu, 1993b, 251-252). Il est de ce fait inévitable que les personnes vivant dans un même lieu de l'espace urbain partagent toute une série de caractéristiques sociales, possèdent à peu près les mêmes types de ressources, et que l'on puisse dès lors les associer à un faisceau de trajectoires sociales relativement semblables.

Pourtant, même une observation superficielle des pratiques linguistiques de n'importe quelle banlieue permet de constater que cette idée d'un recouvrement clair entre frontières spatiales et linguistiques ne correspond pas à la réalité. En ce qui concerne notre propre terrain d'enquête, nous avons pu constater que le fait d'évoluer dans un environnement urbain marginalisé comme celui de l'école Citadelle était une condition souvent nécessaire, mais aucunement suffisante, à l'appropriation par les locuteurs du « français des banlieues ». Certes, les locuteurs qui manifestent le plus ostensiblement leur exploitation de cette variété sont tous clairement inscrits dans la vie et dans les réseaux sociaux de leur quartier périphérique. Ils sont conscients de la marginalisation sociale et spatiale dont ils sont victimes, la condamnent, mais construisent également leur identité à partir de cette position sociale en investissant dans les pratiques et les valeurs qui fondent l'appartenance au quartier. Toutefois, le positionnement de ces individus ne représente en rien celui de tous les habitants des quartiers populaires : il y a au sein de ces quartiers et parmi les élèves qui en sont issus d'importantes différences de pratiques sociales et linguistiques, liées par exemple à l'âge ou au

genre⁵, et plus généralement à la trajectoire sociale (qui se concrétise principalement pour nos informateurs dans la trajectoire scolaire).

Par ailleurs, un même faisceau de trajectoires rend possible une diversité de pratiques linguistiques, tout simplement parce qu'il n'y a pas de relation univoque entre le fait de (ne pas) posséder certaines ressources et le fait d'adopter un comportement linguistique particulier. Ce que l'on constate en effet à partir de mon terrain, c'est que les habitants des quartiers proches de l'école Citadelle se ressemblent par la distance objective entre leurs façons de parler et celles qui sont socialement légitimes et par la dépossession des ressources qui leur permettraient de s'approprier ces dernières (notamment via l'apprentissage scolaire), mais qu'ils se distinguent en revanche, en fonction des caractéristiques plus précises de leur trajectoire, quant aux « orientations identitaires » (Siroux, 2008) qu'ils adoptent et donc quant à leurs positionnements vis-à-vis d'une variété stigmatisée comme le « français des banlieues » (positionnements qui contribuent ensuite par exemple à rendre certaines ressources linguistiques plus ou moins disponibles ; v. Hambye & Siroux 2008).

En résumé, l'image homogénéisante de la banlieue tend à masquer des différences significatives entre les habitants de cet espace, malgré tout ce qu'ils ont en commun, différences qui se situent notamment au niveau des ressources linguistiques que possèdent les différents acteurs et surtout au niveau de la façon dont ils les mobilisent.

Il faut souligner que notre propos n'est pas de prétendre que la banlieue est un espace particulièrement hétérogène sur le plan social et linguistique, mais bien d'interroger le processus de catégorisation et la logique du discours qui font de la banlieue un espace socialement et linguistiquement homogène. Ce qui nous intéresse donc en premier chef, c'est de comprendre pourquoi la catégorie « banlieue » est considérée comme pertinente et évidente (au point de devenir la seule disponible) lorsqu'il s'agit de caractériser la variété linguistique d'un groupe social. Or, cette question se pose précisément parce que l'homogénéité sociale et linguistique de la banlieue n'est en rien *évidente* au niveau empirique bien qu'elle tende à être naturalisée comme telle dans les discours. Sur le plan empirique, le degré d'homogénéité d'un espace ou d'un groupe est perçu différemment selon l'échelle à laquelle on se situe : à une échelle micro, c'est plutôt la diversité qui apparaîtra, tandis que l'homogénéité interne de la catégorie étudiée et ses différences par rapport à d'autres catégories seront plus saillantes à une échelle macro. Or, le discours sur la banlieue tend justement à ne se placer qu'à une échelle où celle-ci est appréhendée comme une unité en opposition au reste de l'espace urbain, mettant ainsi uniquement l'accent sur les similitudes entre les habitants de la banlieue. La catégorie *sociale* de la banlieue comme catégorie stable, circonscrite et homogène est pourtant mise à mal dès que l'on adopte un point de vue qui rend justice à la diversité des trajectoires et des pratiques dans les quartiers populaires tout en soulignant les effets indubitablement uniformisants des

⁵ Comme le souligne Moïse (2002), le « français des banlieues », tel qu'il est décrit habituellement, est essentiellement un usage propre aux garçons, que les filles n'adoptent que de façon limitée et sous certaines conditions.

logiques de ségrégation sociale. Comme nous l'avons déjà indiqué, cette diversité qui apparaît dès que l'on examine les parcours individuels de plus près varie bien entendu selon les dimensions considérées : alors que nos informateurs ont tous des parents qui sont de petits ouvriers/employés ou qui sont au chômage, ils présentent une large gamme de répertoires et de pratiques linguistiques, allant du plus standardisé au plus vernaculaire ; l'homogénéité de l'origine socio-professionnelle des élèves paraît donc plus importante que leur homogénéité linguistique.

On peut se demander par ailleurs si la construction d'une entité linguistiquement homogène n'est pas plus fictive encore dans le cas de la banlieue qu'elle ne le serait pour d'autres types d'espace urbain. On peut en effet penser qu'elle est largement moins homogène sur le plan linguistique que certains quartiers huppés où se pratique uniquement une langue très standardisée, dans la mesure où les habitants de la banlieue sont constamment soumis à la pression de la norme socialement légitime : ils ont donc plus de chances que leurs homologues des quartiers chics d'être amenés à se distancier de leur vernaculaire local.

□ AUX SOURCES DE LA CONGRUENCE ENTRE LANGUE ET TERRITOIRE

Si l'espace de la banlieue n'est pas nécessairement linguistiquement homogène, si la banlieue en tant que telle n'est ni la source, ni le lieu naturel du « français des banlieues », comment expliquer la pérennité de cette association entre un espace et une façon de parler dans les discours des acteurs sociaux et quels sont ses effets sur les représentations des rapports entre groupes ? Qu'est-ce qui favorise cette tendance à réduire la complexité des rapports entre espace et langue en postulant l'homogénéité linguistique de certains territoires ? Pour répondre à ces questions, on peut s'interroger dans un premier temps sur les raisons qui ont conduit à ce qu'une *métaphore territoriale* soit utilisée pour désigner le français de jeunes locuteurs urbains marginalisés.

Si l'on s'accorde avec l'analyse esquissée ci-dessus, on pourrait interroger la capacité de l'appellation « français des banlieues » à rendre justice à la diversité linguistique des banlieues, puisqu'elle associe ces espaces et leurs locuteurs avec une variété de langue unique. Elle manquerait en ce sens d'adéquation empirique. Il s'agit en réalité d'une difficulté à laquelle fait face toute tentative de subsumer des pratiques linguistiques variables et hétérogènes sous une seule catégorie. Parler de « l'accent belge », du « français populaire » ou de la « langue des cités », c'est toujours supposer qu'il existe des propriétés communes aux façons de parler d'un ensemble d'individus définis tantôt par leur nationalité, leur origine sociale ou leur position dans l'espace urbain. Décrire une (variété de) langue, c'est en ce sens associer une façon de parler à un groupe donné et créer inévitablement l'illusion selon laquelle les pratiques linguistiques de ce groupe sont homogènes. Si la sociolinguistique a contribué à forger les outils méthodologiques et les concepts permettant de contre-carrer cette illusion en mettant en évidence la variabilité linguistique propre à tout groupe social, elle favorise également son maintien dans la mesure où dès qu'il qualifie une variété de langue, le sociolinguiste a lui aussi tendance à réduire la complexité de la réalité linguistique

à des fins de description et de catégorisation, et ce quelle que soit l'étiquette utilisée.

Ce problème de réductionnisme semble donc insoluble aussi longtemps que la variété en question est censée décrire des pratiques effectives : si ce qui est défini comme « accent belge » ou « français des banlieues » est censé décrire le commun dénominateur des répertoires linguistiques de tous les Belges ou de tous les habitants des banlieues, la validité de ces catégories sera toujours mise en cause par l'hétérogénéité inhérente à ces groupes. Le problème s'efface en revanche dès que l'on accepte de considérer que la description proposée par le sociolinguiste pour rendre compte des pratiques linguistiques d'un groupe, constitue toujours une abstraction, une sorte de modèle ou d'idéal-type de ce qui distingue les façons de parler de ce groupe par rapport à d'autres.

Par conséquent, la question qui se pose est de savoir pourquoi telle forme de catégorisation des pratiques linguistiques émerge et s'impose parmi toutes les formes de catégorisation possibles. Dans le cas qui nous occupe, il apparaît que ce n'est pas l'adéquation empirique de la catégorie « français des banlieues » qui explique qu'elle soit prédominante par rapport à d'autres catégories possibles comme « français des jeunes socialement marginalisés », du « français des jeunes issus de l'immigration ». En d'autres termes, il s'agit de comprendre pourquoi une façon de parler est prioritairement associée à un espace – ou avec un classe d'âge lorsque l'on parle de « parler jeune » – alors que la plupart des recherches empiriques montrent que ce sont surtout des conditions sociales particulières qui rassemblent ceux qui ont en commun cette façon de parler.

Ce que nous souhaitons souligner ici, c'est que l'appellation « français des banlieues » (ou « des cités », etc.) propose une catégorisation qui met l'espace au cœur de la définition du groupe. Certes, le fait que de nombreux auteurs utilisent cette formule ne signifie pas qu'ils adhèrent à cette catégorisation : on peut bien sûr mobiliser cette étiquette tout en précisant que l'on ne définit pas les locuteurs d'abord et avant tout à partir de leur situation dans l'espace urbain⁶. Il n'est cependant pas anodin que ce soit précisément cette catégorisation qui ait émergé pour désigner cette variété de français marginale, dans la mesure où cette catégorisation s'inscrit, comme je vais essayer de le montrer, dans une logique très répandue et qui dépasse largement le cadre de la description du « français des banlieues ».

L'argumentation que nous proposons se fonde sur les nombreuses analyses qui ont montré l'importance politique et idéologique de la *territorialisation* des usages linguistiques, depuis les origines de la description des langues et la naissance des États-Nations modernes (e.a. Heller, 2005, 2006 ; Bauman et Briggs, 2003).

Tant les sciences du langage (en particulier à travers la dialectologie, l'anthropologie linguistique, la géolinguistique, etc.) que l'ensemble des discours sur les rapports étroits entre langue, nation et territoire, ont favorisé l'émergence

⁶ Ce que nous faisons d'ailleurs ici par souci de facilité, tout en insistant sur le caractère réducteur de cette catégorie par l'emploi de guillemets.

de représentations faisant des espaces, et non des locuteurs, les porteurs des pratiques linguistiques. A travers des désignations en apparence aussi anodines que « l'anglais américain » ou « le français québécois », une façon de parler est associée prioritairement à un territoire qui renvoie de façon *métaphorique* (ou plus précisément métonymique) au groupe social censé adopter la façon de parler en question. Cette métaphore territoriale a des conséquences très nettes sur la manière dont sont construites tant les (variétés de) langues que les groupes sociaux qui les parlent. Elle a en effet contribué à rendre familière la conception selon laquelle les langues sont des objets dont la diffusion dans l'espace est relativement stable et dont on peut circonscrire les frontières géographiques. L'idée qu'il est possible de tracer des *frontières linguistiques*, de tracer des isoglosses, et donc de *délimiter des espaces linguistiquement homogènes* fait ainsi partie des représentations du sens commun. De plus, cette métaphore a été exploitée pour transposer l'unité physique du territoire sur sa population, gommant ainsi ses divisions internes de tous ordres.

Dans ce sens, l'histoire des mouvements nationalistes (et en particulier ceux de certaines minorités linguistiques comme le Québec ou la Flandre) montre clairement que la revendication de la congruence entre langue et territoire est un moyen de fonder l'existence d'une communauté homogène (le peuple, la nation) et de masquer les différences internes (qu'elles soient sociales, linguistiques ou autres). Le territoire national devient ainsi le lieu naturel de la langue nationale, ce qui permet à la fois de considérer que tous ceux qui y vivent sont unis par la pratique de la même langue, et de légitimer le fait que ceux qui viennent s'y installer s'assimilent linguistiquement. D'autre part, la métaphore territoriale permet d'objectiver la frontière linguistique et, partant, la frontière entre la nation et les autres communautés, en rendant cette frontière visible et tangible dans l'espace physique.

Par ailleurs, plusieurs travaux de sociolinguistique urbaine (Bulot, 2006) ont récemment montré que l'espace de la ville était un tableau sur lequel était projetée la hiérarchie entre formes linguistiques, dans un rapport métonymique. Les locuteurs tendent à radicaliser les contrastes objectifs entre les espaces de la ville et les variétés linguistiques et à faire correspondre les façons de parler aux lieux, selon des modalités qui dépendent de leur propre position sociale et spatiale : l'association entre telle variété linguistique et tel espace urbain (par exemple la rive gauche ou droite de la ville ; v. Bulot, 1999, 2006) permet ainsi de repousser les usages stigmatisés de la langue hors de la sphère des quartiers bourgeois ou au contraire de s'approprier les formes langagières légitimes.

On comprend par conséquent que la métaphore territoriale soit particulièrement disponible dès qu'il s'agit de définir et de désigner une variété linguistique et qu'elle constitue un outil de catégorisation particulièrement commode et puissant, dans la mesure où il tend à dresser des frontières apparemment objectives entre groupes socio-linguistiques. Comme le souligne en effet Bourdieu (1993b : 251), la retraduction dans l'espace physique des frontières de l'espace social (qui distinguent différentes catégories d'acteurs sociaux) permet de masquer ces frontières par « l'effet de *naturalisation* qu'entraîne l'inscription durable des réalités sociales dans le monde naturel : des différences produites dans la logique

historique peuvent ainsi sembler surgies de la nature des choses. » La force de la métaphore spatiale est qu'à travers cette naturalisation, elle permet de faire passer pour évidentes des catégories comme le « quartier », la « banlieue », etc. qui sont autant de constructions sociales.

Les conséquences de cette naturalisation sont visibles à la fois dans les discours médiatiques, politiques et scientifiques sur les quartiers marginalisés, et dans ceux qui sont tenus par les habitants mêmes de ces quartiers (comme le veut la logique de la domination symbolique). Pour les élèves que j'ai observés, le « quartier » est une catégorie pertinente et incontournable. Les différents quartiers d'où ils proviennent correspondent dans leurs discours à une communauté circonscrite (« Elle, sa sœur, tout Belsart lui est passé dessus ») et dont les corrélats sociaux sont évidents (« J'ai été chez un copain hier il a plein de pognon lui, on a bu du champagne et tout, il habite Boisjoli hein lui »)⁷. L'interaction que nous reproduisons ci-dessous, notée au vol lors d'une observation en classe, montre à quel point le quartier est même le seul lieu que peuvent explicitement identifier certains élèves, pour lesquels le quartier correspond aux limites de leur espace de vie :

L'interaction a lieu lors d'un cours de technologie, dans une classe de deuxième année du secondaire, le lendemain d'élections communales (municipales) en Belgique

Salima : Et Madame c'est qui qui a gagné les élections alors ?

L'enseignante : Ben ça dépend, tu habites où ?

Salima : Ben je sais pas, c'est ici quoi, c'est à Meuson je crois non ?

L'enseignante : Ben tu habites où ? Dans quelle commune ?

Moudar : Ben j'habite ici moi, quartier Saint-Benoît⁸

Par ailleurs, d'autres discours mettent en évidence le fait que les quartiers fonctionnent comme des attributs identitaires qui définissent de façon univoque leurs habitants. C'est ce que montrent par exemple les graffitis désignant les noms des différents quartiers qui jouxtent l'école Citadelle et que l'on retrouve sur les bancs ou les objets des élèves, ou, encore, une interaction comme celle qui suit⁹ :

⁷ Nous reproduisons ici les paroles des élèves telles que nous les avons notées au vol, lors d'interactions non enregistrées. Il ne s'agit donc pas de transcription à proprement parler. Belsart est le nom (fictif) d'un quartier populaire d'où viennent de nombreux élèves de l'école, Boisjoli est en revanche une commune bourgeoise située en périphérie de la ville.

⁸ On voit ici que l'élève n'associe pas clairement son lieu d'habitation à une commune (municipalité) particulière (Meuson), mais plus spécifiquement à un quartier donné. Cet extrait est par ailleurs révélateur de la façon dont les inégalités sociales limitent non seulement les opportunités et les ressources des groupes dominés mais aussi l'espace physique dans lequel ils évoluent : « ceux qui sont dépourvus de capital sont tenus à distance, soit physiquement, soit symboliquement, des biens socialement les plus rares et condamnés à côtoyer les personnes ou les biens les plus indésirables et les moins rares. Le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude : il enchaîne à un lieu » (Bourdieu, 1993b : 258).

⁹ À ce sujet, voir également les analyses de Trimaille (2005) sur la façon dont les locuteurs s'approprient symboliquement certains espaces de la ville ou au contraire s'en distancient.

Mourad m'explique pourquoi il a été difficile pour Abdel de quitter sa première école, située à Veluy, pour venir à l'école Citadelle.

Mourad : il avait des copains depuis / je sais pas quoi du quartier et tout hein oui
Philippe (à Abdel) : t/ t/ tu habites Veluy toi ou pas
Abdel : non l- Chaumont
Mourad : Chaumont Chaumont hein
Abdour : Chaumont -l¹⁰

Comme on le voit dans les réponses catégoriques, empressées et simultanées des trois informateurs, la question posée est presque absurde : Abdel, qui est un habitant de la cité de Chaumont, connue pour être particulièrement défavorisée, ne peut en aucun cas être confondu avec les habitants de la petite ville bourgeoise de Veluy ; les quartiers sont conçus comme des entités aux frontières bien nettes et il est impensable qu'un individu comme Abdel puisse traverser ces frontières spatiales et sociales en habitant Veluy plutôt que Chaumont.

Dans le même sens, lors d'une séance de cours, un enseignant de l'école Citadelle, analysant un texte littéraire mentionnant la ville de Bagdad, a pu tenir les propos suivants (avant de s'esclaffer) devant des élèves issus en majorité de l'immigration maghrébine : « Bagdad c'est quoi Bagdad ça vous fait penser à quoi, c'est pas Belsart-Bas¹¹ hein / quoique c'est la même population ». Le quartier où vivent de nombreux élèves de l'école (Belsart) est ainsi construit à la fois en tant qu'espace homogène du point de vue de l'origine ethnonationale de ses habitants, mais aussi comme un endroit situé tout en bas de la hiérarchie des lieux, par son opposition à Bagdad présentée dans le cadre du cours comme une ville à l'histoire et à la culture prestigieuses.

Comme le montrent ces exemples, les catégories socio-spatiales telles que le quartier ou la banlieue sont naturalisées à travers leur utilisation dans des discours qui s'appuient sur les stéréotypes sociaux associés à ces catégories et qui contribuent dès lors à les inscrire dans le sens commun. Ces discours ont pour effet de renforcer une certaine vision de ces espaces et des rapports qu'ils entretiennent avec d'autres : les catégories utilisées en discours finissent par constituer une définition de ce qui caractérise ces espaces et leurs habitants. Si les oppositions sociales sont inscrites dans l'espace physique notamment à travers les distances effectives entre des lieux aux valeurs sociales différentes et à travers tous les mécanismes qui rendent certains espaces physiquement inaccessibles,

« ces « grandes oppositions sociales objectivées dans l'espace physique (par exemple capitale/province) tendent [aussi] à se reproduire dans les esprits et dans le langage sous la forme des oppositions constitutives d'un principe de vision et de division, c'est-à-dire en tant que catégories de perception et d'appréciation ou de

¹⁰ Cette transcription se base sur les conventions mises au point par l'équipe du Centre de recherche VALIBEL (v. <http://www.uclouvain.be/valibel>). Le signe '/' indique une pause ou une amorce de mot, 'l-' et '-l' indiquent respectivement le début et la fin d'un chevauchement.

¹¹ Aucun quartier ne s'appelle à proprement parler « Belsart-Bas », mais l'enseignant exploite ici l'opposition courante entre la « ville haute » et la « ville basse » pour renforcer l'opposition entre la riche Bagdad et le quartier marginalisé de Belsart.

structures mentales (parisien/provincial, chic/non chic, etc.) » (Bourdieu 1993b : 254-255).¹²

Quel est par conséquent, dans le cas précis du « français des banlieues », l'impact de l'exploitation de cette métaphore territoriale sur la représentation de la banlieue, de ses habitants et de leur façon de parler ? Plus précisément, dans la mesure où l'on semble assister à la naturalisation dans le discours de la correspondance entre langage et espace, comment fonctionne cette naturalisation en ce qui concerne la banlieue et avec quels effets sur la représentation dominante de l'espace des divisions sociales et langagières ? Comme je vais essayer de le montrer, certains discours qui reposent sur cette métaphore tendent ainsi à produire une image de la banlieue comme un espace homogène et radicalement séparé du reste de l'espace urbain, tout en construisant de ce fait la différence entre les habitants des banlieues et les autres comme une différence irréductible et naturalisée par son inscription dans la réalité du monde physique. Cette représentation trouve son expression la plus claire dans le discours sur les « ghettos linguistiques » que représenteraient les quartiers populaires des espaces urbains.

**□ DU « FRANÇAIS DES BANLIEUES » AUX « GHETTOS LINGUISTIQUES » :
LA CONSTRUCTION DISCURSIVE DE L'ESPACE SOCIOLINGUISTIQUE**

L'image du ghetto est aujourd'hui souvent utilisée pour décrire différents espaces urbains caractérisés par une forme de ségrégation. En ce qui concerne les questions de langue, on a vu récemment l'expression de « ghetto linguistique » revenir dans l'espace français, notamment sous la plume de Bentolila (2007a, 2007b, 2002), pour renvoyer l'image de l'isolement des locuteurs de banlieue et de la réduction progressive de leurs ressources langagières (elle est par ailleurs reprise çà et là, comme le montre n'importe quelle recherche de cette expression sur internet). Lorsqu'elle est utilisée, la figure du ghetto sert, premièrement, à mettre en évidence le confinement, l'enfermement, la promiscuité, la proximité (physique et morale), la connivence, etc. de ses habitants. En résumé, comme l'ont montré les analyses de Wacquant (1992, 2005, 2006) ou de Vieillard-Baron (1991, 1996, 2006) sur la comparaison des banlieues françaises et du ghetto américain et sur l'évolution de l'utilisation de l'image de la « ghettoïsation »¹³, la mobilisation du spectre du ghetto en France (et plus largement dans l'espace francophone) sert avant tout à produire la représentation d'un espace et de ses habitants qui radicalise leur caractère à la fois homogène et isolé (tant par leur ségrégation que par leur fermeture)¹⁴.

¹² Voir à ce sujet Heller (2005) qui analyse l'opposition ville vs campagne au Canada français et montre comment la construction discursive de l'espace sert à légitimer la distribution des ressources matérielles et symboliques.

¹³ Voir également à ce sujet Giblin (2006) et Robine (2004).

¹⁴ Cela est vrai également lorsque cette image est utilisée dans d'autres débats : ainsi la promotion d'une norme endogène du français au Québec risquerait selon certains de provoquer la « ghettoïsation linguistique » du Québec par rapport au reste de la francophonie (comme si soudainement les Québécois et les autres francophones allaient

Selon Wacquant, il existe pourtant des différences fondamentales entre le ghetto américain et les banlieues françaises. Selon lui, le ghetto se caractérise notamment par l'homogénéité raciale, la cohésion identitaire et le degré d'enfermement des individus à l'intérieur du ghetto (même lorsque leurs conditions économiques s'améliorent). Bien que ghettos et banlieues soient tous deux des effets de ce que Wacquant appelle la « marginalité avancée », et bien que par certains aspects les banlieues françaises puissent progressivement ressembler davantage aux ghettos (Wacquant, 1993), elles diffèrent des premiers notamment par le fait qu'elles sont prioritairement les lieux d'une marginalisation de classe « pour partie redoublée par l'origine nationale » et qu'elles se caractérisent « par un peuplement foncièrement *hétérogène* selon la provenance ethnonationale »¹⁵ (Wacquant, 2006 : 9). Comme le souligne encore Wacquant (1992 : 30) : « Le terme de ghetto, avec sa connotation raciale, permet [...] aux uns et aux autres de réaliser un alliage accrocheur entre 'banlieue' et 'immigration', l'autre sujet 'chaud' du moment. »

En négligeant la diversité d'origines, de trajectoires, d'identités et de pratiques qui s'observent dans les banlieues, le discours épilinguistique qui les assimile au ghetto induit une représentation à la fois homogène et ethnicisée de la variété linguistique des jeunes de quartiers populaires, alors même que son emploi traverse les frontières ethnonationales entre locuteurs et qu'elle se caractérise par des emprunts à une multiplicité de langues, tant à l'école Citadelle qu'ailleurs (v. Billiez, 1992). La rhétorique du « ghetto linguistique » conduit dès lors à renforcer la différence et l'altérité du groupe ainsi renvoyé dans la périphérie urbaine et à les faire passer pour naturelles par leur inscription objective dans l'espace physique : à travers le ghetto, la banlieue devient toujours davantage un ailleurs, un repoussoir, une enclave éloignée, distincte et par conséquent infréquentable et inquiétante. Cette représentation des banlieues renvoie bien sûr à leurs habitants une image extrêmement négative, contribuant ainsi à leur sentiment d'exclusion. Cela n'empêche pas bien sûr les élèves de l'école Citadelle qui vivent dans des quartiers marginalisés de reprendre à leur compte la métaphore du ghetto ethnique. Ainsi, lors d'un cours de géographie sur l'urbanisation, à la question de l'enseignante demandant aux élèves de commenter une carte représentant les différents quartiers de New York, une élève d'origine marocaine habitant un quartier aux tours de type H.L.M. a eu la réponse suivante,

cesser d'être capables de se comprendre). Voir par exemple les prises de position de Meney (2005) dans la presse québécoise.

¹⁵ Notons qu'il existe en Belgique des quartiers populaires qui tendent à être homogènes du point de vue de l'origine ethnonationale de leurs habitants, bien que ce ne soit pas le cas par exemple pour l'environnement urbain de l'école Citadelle. Si l'on ne dispose pas de données chiffrées à ce sujet, il est notoire que certains quartiers de Bruxelles comportent une très grande majorité d'origine marocaine ou turque, tandis que certaines villes wallonnes présentent des espaces habités en majorité par des personnes d'origine italienne. Toutefois, tant les mécanismes qui ont conduit à la concentration de ces populations dans ces quartiers que le fait que les individus ont tendance à les quitter pour des lieux plus prestigieux dès qu'ils possèdent le capital nécessaire, montrent qu'il ne s'agit pas pour autant d'espaces comparables aux ghettos américains.

traduisant son propre sentiment d'exclusion : « Les ghettos sont mis à l'écart, les Arabes sont mis dehors ».

Deuxièmement, le discours sur le ghetto tend à faire de la ségrégation spatiale en tant que telle le cœur de l'explication des inégalités sociales ou linguistiques dont sont victimes les habitants des quartiers marginalisés. Ces inégalités s'en trouvent dès lors à la fois évoquées et naturalisées, rendues visibles mais masquées par le recouvrement de ce qui fait le propre de la marginalisation urbaine. En effet, comme le souligne encore Wacquant (2005 : 15), qui dit ségrégation ne dit pas nécessairement ghetto :

« Les arrondissements bourgeois de l'Ouest de Paris, les banlieues chics réservées aux classes supérieures de Boston, Berne ou Berlin, et les *gated communities* qui ont essaimé dans les villes globales comme São Paulo, Toronto et Miami sont monotones en termes de richesse, de revenus, de profession et même de composition ethnique, mais ils ne sont pas pour autant des ghettos ».

Comme nous l'avons souligné plus haut, le « français des banlieues », et les parlers jeunes urbains en général, ne sont pas le produit de la ségrégation socio-spatiale en tant que telle, mais l'expression de trajectoires de marginalisation dont la ségrégation spatiale n'est une condition ni nécessaire ni suffisante.

Pourtant, dans la logique de Bentolila, ce sont le confinement et la proximité géographiques en tant que tels qui sont censés produire le « français des banlieues ». Selon lui, le prétendu appauvrissement de la langue des jeunes de banlieue est en effet engendré par la ségrégation¹⁶, la « ghettoïsation », avant que l'un et l'autre ne se renforcent mutuellement : « la pauvreté linguistique favorise le ghetto; le ghetto conforte la pauvreté linguistique » (Bentolila, 2002). Le « français des banlieues » ne peut dès lors être envisagé ni dans le cadre d'une situation de domination sociale, ni comme une variété de langue aussi valorisable qu'une autre dans l'absolu, mais dont l'illégitimité est due à cette situation de domination. Le problème, ce n'est en effet plus la domination et ses effets en termes d'exclusion sociale, économique, spatiale, linguistique, etc., le problème, c'est le ghetto. En d'autres termes, le conflit social se trouve effacé et remplacé par un problème de regroupement spatial et d'enfermement linguistique de gens qui sont à la fois trop proches entre « eux » et trop différents de « nous » (nous qui ne faisons pas partie du ghetto...)¹⁷.

Ceci montre que le discours sur les « ghettos linguistiques », et plus généralement tout discours qui associe fondamentalement la langue et l'espace de la banlieue dans une relation substantielle, conçoit l'émergence d'un parler urbain marginal comme un « effet de lieu » (Bourdieu, 1993b), alors qu'il s'agit du produit de trajectoires sociales qui ne s'éclairent qu'à partir des conditions sociales et économiques des individus, non seulement dans le quartier où ils

¹⁶ Comme le rappelle très justement Kihm dans une réponse, parue dans *Libération*, à un article publié par Bentolila dans *Le Monde*, si le confinement des populations engendrait systématiquement un appauvrissement linguistique, les langues de nombreuses sociétés traditionnelles devraient être d'une pauvreté absolue (v. Kihm, 2008).

¹⁷ La métaphore spatiale constitue bien dès lors ici un « principe de vision et de division du monde social » au sens de Bourdieu (v. ci-dessus).

vivent, mais aussi dans leurs interactions avec les habitants d'autres quartiers, à l'école, sur le marché de l'emploi, etc. À travers l'emploi de la métaphore territoriale, le groupe qui est visé par son association avec une façon de parler et un espace urbain est désigné sans être caractérisé ou qualifié en fonction de ce qu'il est socialement, laissant ainsi cours, bon gré mal gré, au maintien et à la reproduction de tous les stéréotypes circulant à son sujet¹⁸. Utiliser la métaphore du quartier pour désigner les indésirables dont on préfère taire le nom, permet ainsi que des discours d'une violence symbolique extrême soient tenus dans l'espace scolaire, puisque les destinataires de cette violence sont alors visés de façon indirecte (v. l'exemple de « Belsart-Bas » évoqué ci-dessus).

Le raccourci analytique selon lequel c'est la ségrégation qui est au cœur de la marginalisation conduit non seulement à ne pas nommer les processus sociaux qui expliquent l'émergence et la stigmatisation du « français des banlieues »¹⁹, mais aussi à faire porter au « ghetto » et à ses habitants la responsabilité de leur marginalisation. C'est ainsi que l'image du ghetto est également utilisée par des groupes de pression qui souhaitent que l'anglais devienne la langue officielle des Etats-Unis et qui fustigent les programmes d'éducation bilingue et les comportements des immigrants hispanophones qui s'enfermeraient dans des « ghettos linguistiques »²⁰. L'image du ghetto est donc à nouveau utilisée ici pour mettre l'accent sur l'isolement (linguistique) de la population immigrée par rapport à la société anglophone dominante. Cela autorise ensuite à considérer que ce sont les choix linguistiques des immigrants et leurs prétendues lacunes en anglais qui les excluent (notamment du marché de l'emploi), et non des inégalités en termes de capital économique, social et culturel (au niveau de l'éducation, de l'habitation et du logement, etc.)²¹.

¹⁸ Cela peut sans doute expliquer, en partie, pourquoi certains (socio)linguistes préfèrent utiliser l'expression « parler jeune » qui substitue une catégorie générationnelle à une catégorie spatiale, avec néanmoins d'autres effets de recouvrement (v. Hambye, 2007).

¹⁹ On pourrait objecter que cette critique ne s'applique pas aux positions de Bentolila dans la mesure où celui-ci prend soin de préciser que les habitants des « ghettos linguistiques » sont pauvres. Cela montre certes qu'il existe bien sûr des nuances, voire des contradictions, dans la façon de construire l'image du « ghetto ». Il reste que cette image produit une vision particulière des habitants des banlieues et de leur façon de parler qui correspond bien aux traits évoqués ici.

²⁰ Voir par exemple le site de l'organisation « Pro English » : « Record numbers of non-English speaking immigrants threaten to overwhelm the assimilative process. And instead of encouraging new immigrants to acquire the English fluency needed to succeed in our society, the policy of our government is to promote 'diversity' by operating in ever growing numbers of foreign languages. This multilingualism is causing a growing underclass, which is segregated and walled off into linguistic ghettos. » (<http://www.proenglish.org/issues/offeng/index.html>) ; « bilingual education has created an educational ghetto by isolating non-English speaking students and preventing them from becoming successful members of society » (<http://www.proenglish.org/issues/education/be-prop227.html>).

²¹ « But today, in segregated classrooms, so-called 'bilingual education' keeps immigrant children from learning English, by teaching them in foreign languages. And millions of people cannot find good-paying jobs, because they lack the ability to speak English with

Il est important de souligner qu'au-delà de leurs défauts d'ordre analytique, des discours tels que ceux évoqués ci-dessus ont des conséquences sur le plan pratique. En réduisant les quartiers populaires à ce qu'ils peuvent représenter de plus négatif et de plus étranger, ils fournissent une matière exotique aux médias avides de sensationnalisme, mais surtout ils renforcent clairement la ségrégation spatiale entre quartiers en alimentant un imaginaire qui fait de ces quartiers des lieux infréquentables. De plus, dans la mesure où le discours sur le « ghetto » propose une explication particulière des inégalités sociales et linguistiques, il n'est bien sûr pas sans conséquences politiques²². Si les constructions sociales que sont « la banlieue », « le quartier » ou « le ghetto » gagnent à être critiquées par le regard scientifique, on voit qu'elles ont des effets bien réels qui ne dépendent en rien de leur adéquation empirique. Elles fonctionnent en ce sens comme autant de « catégories réalisées » (Bourdieu, 1993a), susceptibles d'orienter à la fois les perceptions et les pratiques des acteurs sociaux²³.

□ CONCLUSION

A travers l'analyse succincte du « français des banlieues » qui a été proposée ici, nous avons voulu montrer que les pratiques linguistiques des jeunes de quartiers marginalisés ne pouvaient être appréhendées simplement comme le résultat d'un phénomène de marginalisation urbaine et encore moins comme le fruit d'un processus de ghettoïsation. En effet, la marginalisation dans l'espace de la ville ne suffit pas à expliquer les formes et les usages du « français des banlieues ». Par ailleurs, les banlieues ne constituent pas à proprement parler un ghetto et ni l'homogénéité ethnique associée à cette image, ni l'insistance sur la

customers, co-workers or employers. » (<http://www.proenglish.org/issues/offeng/index.html>).

²² Le fait que les inégalités sociales soient objectivement inscrites dans les phénomènes de ségrégation spatiale et qu'elles soient par ailleurs pensées prioritairement en tant que problèmes de gestion urbaine rend ces inégalités d'autant plus difficiles à combattre. Comme le souligne Bourdieu (1993b : 252) : « Une part de l'*inertie* des structures de l'espace social résulte du fait qu'elles sont inscrites dans l'espace physique et qu'elles ne pourraient être modifiées qu'au prix d'un travail de transplantation, d'un déménagement des choses et d'un déracinement ou d'une déportation des personnes, qui supposeraient eux-mêmes des transformations sociales extrêmement difficiles et coûteuses. »

²³ On peut ainsi appliquer au « quartier » ce que Bourdieu dit à propos de la famille : « Ainsi, si nous pouvons admettre, avec l'ethnométhodologie, que [le quartier] est un principe de construction de la réalité sociale, il faut aussi rappeler, contre l'ethnométhodologie, que ce principe de construction est lui-même socialement construit et qu'il est commun à tous les agents socialisés d'une certaine manière. Autrement dit, c'est un principe de vision et de division commun, un *nomos*, que nous avons tous dans l'esprit, parce qu'il nous a été inculqué à travers un travail de socialisation opéré dans un univers qui était lui-même réellement organisé selon la division en [quartiers]. C'est dire que les prénotions du sens commun et les *folk catégories* de la sociologie spontanée, qu'il faut, en bonne méthode, mettre d'abord en question, peuvent, comme ici, être bien fondées parce qu'elles contribuent à faire la réalité qu'elles évoquent. Quand il s'agit du monde social, les mots font les choses, parce qu'ils font le consensus sur l'existence et le sens des choses, le sens commun, la *doxa* acceptée par tous comme allant de soi. » (Bourdieu, 1993a : 33).

ségrégation qu'elle véhicule, ne permettent de saisir les conditions qui mènent à l'émergence d'un parler urbain non standard. Il y a donc un hiatus entre la réalité du rapport entre langage et espace urbain en ce qui concerne les banlieues et certains discours qui sont produits au sujet de ce rapport.

Il est apparu que ce hiatus est dû notamment à la prégnance de l'association entre langue, espace et communauté, qui se marque dans le recours à une métaphore territoriale pour désigner les façons de parler. Comme nous l'avons vu, dans certains de ses emplois, cette métaphore produit des représentations qui peuvent avoir entre autres effets de naturaliser les frontières entre groupes, de produire une vision socialement et linguistiquement homogène des territoires, et de masquer les fondements socio-économiques des divisions sociales qui se marquent dans l'espace urbain.

Tous les outils de catégorisation qui sont utilisés dans le travail analytique peuvent être l'objet de discussions et sont souvent des instruments commodes mais imparfaits. Toutefois, les problèmes discutés ici doivent inciter les (socio)linguistes à davantage encore de prudence lorsqu'ils font appel à des notions comme « banlieue » ou « ghetto ». Comme le rappelle Wacquant (2006 : 12), ils invitent à apporter une attention particulière « à l'examen critique des catégories et des discours (y compris scientifiques) qui, sous couvert de la décrire, contribuent à façonner la marginalité en organisant sa perception collective et son traitement politique » et à « se garder de l'invocation floue et confuse de notions, telle que celle de 'ghetto', qui fonctionnent comme de simples métaphores faisant appel à une imagerie émotive qui cache des différences structurales et fonctionnelles fondamentales, et qui, de ce fait, arrêtent l'investigation là où précisément elle devrait commencer ». La sociolinguistique urbaine, par ses objets mêmes, peut sans aucun doute jouer un rôle dans cette analyse critique des catégories spatiales mobilisées pour décrire le monde social.

□ RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDROUTSOPOULOS, J. & GEORGAKOPOULOU, A. (Dir.) (2003). *Discourse Constructions of Youth Identities*, Amsterdam, John Benjamins.
- ANDROUTSOPOULOS, J. & SCHOLZ, A. (Dir.) (1998). *Jugendsprache / langue des jeunes / youth language*, Frankfurt, Peter Lang.
- BAUMAN, R. & BRIGGS, C. (2003). *Voices of Modernity. Language Ideologies and the Politics of Inequality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BENTOLILA, A. (2002). « Il existe en France une inégalité linguistique », *L'Express*, 17 octobre 2002.
- BENTOLILA, A. (2007a). « Contre les ghettos linguistiques », *Le Monde*, 20 décembre 2007.
- BENTOLILA, A. (2007b). « Ne confondons pas variété et inégalité linguistiques ! », *Le Débat*, n° 144, pp. 143-146.
- BILLIEZ, J. (1992). « Le parler véhiculaire interethnique de groupes d'adolescents en milieu urbain », dans GOUAINI, E. & THIAM, N. (Dir.), *Des Langues et des Villes*, Paris, Didier-Érudition, pp. 117-126.
- BOURDIEU, P. (1993a). « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 100-1, pp. 32-36.

BOURDIEU, P. (1993b). « Effets de lieu », dans BOURDIEU, P. (Dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, Coll. « Points », pp. 249-262.

BULOT, T. (1999). « La production de l'espace urbain à Rouen : mise en mots de la ville urbanisée », dans BULOT, T. (Dir.), *Langue urbaine et identité. Langue et urbanisation à Rouen, Venise, Berlin, Athènes et Mons*, Paris, L'Harmattan, pp. 39-70.

BULOT, T. (Dir.) (2004). 'Les parlers jeunes. Pratiques urbaines et sociales', *Cahiers de sociolinguistique*, n° 9, Presses Universitaires de Rennes.

BULOT, T. (2006). « La production discursive des normes : centralité sociolinguistique et multipolarisation des espaces de référence », *Journal of French Language Studies*, n° 16, pp. 305-333.

CAUBET, D., BILLIEZ J., BULOT T., LEGLISE, I. & MILLER C. (Dir.) (2004). *Parlers jeunes ici et là-bas. Pratiques et Représentations*, Paris, L'Harmattan.

DAUPHIN, N. & VERHOEVEN, M. (2002). « La mobilité scolaire au cœur des transformations du système scolaire », *Cahier de recherche du GIRSEF*, n° 19, pp. 4-12.

GADET, F. (2003). « 'Français populaire' : un classificateur déclassant ? », *Marges linguistiques*, n° 6, pp. 103-115.

GADET, F. (2003b). « Youth language in France: forms and practices », dans NEULAND, E. (Dir.), *Jugendsprachen. Spiegel der Zeit*, Bern, Peter Lang, pp. 77-89.

GIBLIN, B. (2006). « Ghettos américains, banlieues françaises », *Hérodote*, n° 122, pp. 3-9.

HAMBYE, P. (2008). *Langage et pratiques sociales en milieu scolaire. Une enquête sociolinguistique ethnographique* (en préparation).

HAMBYE, P. (2007)/ « Variation linguistique et processus de différenciation sociale chez les jeunes francophones de Belgique. Regard critique sur les 'parlers jeunes' », dans LEDEGEN Gudrun (Dir.), *Les parles jeunes. Terrains et normes diversifiés*, Paris, L'Harmattan, pp. 65-92.

HAMBYE, P. & SIROUX, J.-L. (2008). « Langage et 'culture de la rue' en milieu scolaire », *Sociologie et sociétés* (à paraître).

HELLER, M. (2005). « Une approche sociolinguistique à l'urbanité », *Revue de l'Université de Moncton, Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configurations et enjeux sociolinguistiques)*, n° 36, pp. 321-346.

HELLER, M. (2006). *Linguistic Minorities and Modernity: A Sociolinguistic Ethnography* (2e éd.), London, Continuum.

KIHM, A. (2008). « Les linguistes ont d'autres mots à dire », *Libération*, 7 février 2008.

LEDEGEN, G. (Dir.) (2007). *Pratiques linguistiques des jeunes en terrains plurilingues*, Paris, L'Harmattan.

LEPOUTRE, D. (2001). *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages* (2^e éd.), Paris, Odile Jacob, Coll. « Poches ».

MENEY, L. (2005). « Un autre dictionnaire québécois, pourquoi ? », *Le Devoir*, 7 janvier 2005 (<http://www.ledevoir.com/2005/01/07/72023.html>).

MOÏSE, C. (2002). « Pratiques langagières des banlieues : où sont les femmes ? », *VEI-Enjeux*, n° 128, pp. 46-60.

ROBINE, J. (2004). « SOS Racisme et les 'ghettos des banlieues' : construction et utilisations d'une représentation », *Hérodote*, n° 113, pp. 134-151.

SIROUX, J.-L. (2008). *Le rapport au langage dans trois établissements scolaires contrastés* (thèse de doctorat non publiée), Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain.

TRIMAILLE, C. (2003). *Approche sociolinguistique de la socialisation langagière d'adolescents* (thèse de doctorat non publiée), Grenoble, Université Stendhal – Grenoble III.

TRIMAILLE, C. (2005). « Spatialité vécue, dite et (inter)agie par des adolescents dans un quartier péricentral en mutation », *Revue de l'Université de Moncton, Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configurations et enjeux sociolinguistiques)*, n° 36, pp. 61-96.

VANDENBERGHE, V. (2000). « Enseignement et iniquité : singularités de la question en Communauté Wallonie-Bruxelles », *Cahiers de recherche du GIRSEF*, n° 8, pp. 4-31.

VIEILLARD-BARON, H. (1991). « Le ghetto : approches conceptuelles et représentations communes », *Annales de la recherche urbaine*, n° 49, pp. 13-22.

VIEILLARD-BARON, H. (1996). *Banlieue, ghetto impossible ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

VIEILLARD-BARON, H. (2006). « Des banlieues françaises aux périphéries américaines : du mythe à l'impossible confrontation ? », *Hérodote*, n° 122, pp. 10-24.

WACQUANT, L. (2006). *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte.

WACQUANT, L. (2005). « Les deux visages du ghetto : construire un concept sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 106, pp. 4-21.

WACQUANT, L. (1993). « De l'Amérique comme utopie à l'envers », dans BOURDIEU, P. (Dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, Coll. « Points », pp. 263-278.

WACQUANT, L. (1992). « Pour en finir avec le mythe des 'cités-ghettos' : les différences entre la France et les États-Unis », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 54, pp. 20-30.